

Mai 2014

N° 112259

Contact :
Damien Philippot
prenom.nom@ifop.com

Observatoire des politiques publiques :

Les Français et la réforme des collectivités locales

Paris
Toronto
Shanghai
Buenos Aires



Connection creates value

pour

acteurspublics
www.acteurspublics.com

Etude réalisée par l'Ifop pour :

Acteurs Publics

Echantillon :

Echantillon de **1 100 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil :

Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (*CAWI - Computer Assisted Web Interviewing*).

Dates de terrain :

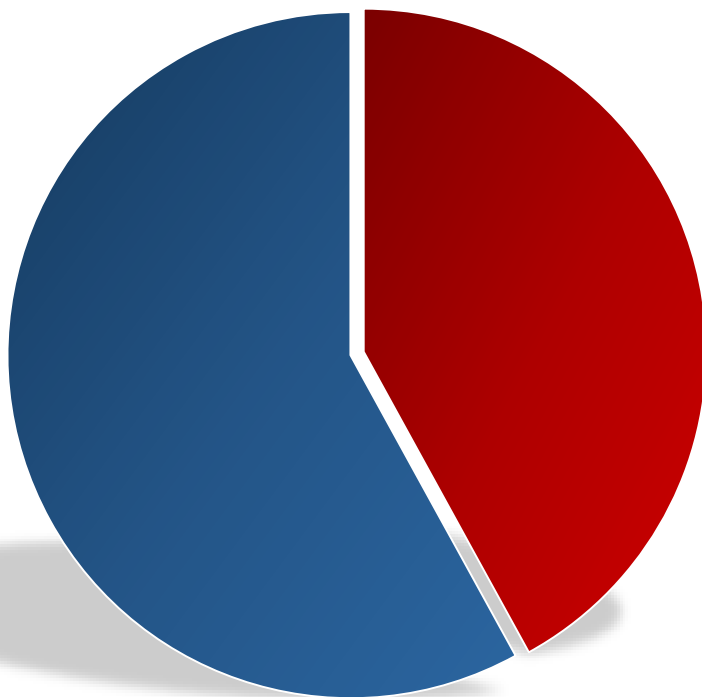
Du 15 au 19 mai 2014

La nécessité perçue d'un référendum sur la fusion des collectivités locales

Question : Le gouvernement envisage de fusionner des collectivités locales. Vous personnellement, pensez-vous que ce projet doit faire l'objet d'un référendum ?

Oui
58%

Non
42%



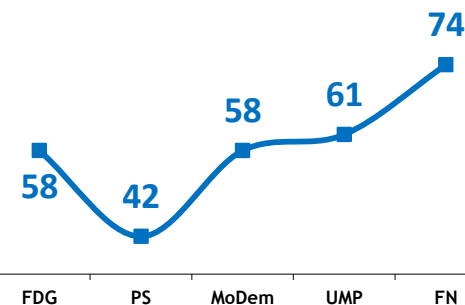
Réponses « Oui »

Catégorie d'agglomération



Communes rurales Communes urbaines de province Agglo. parisienne

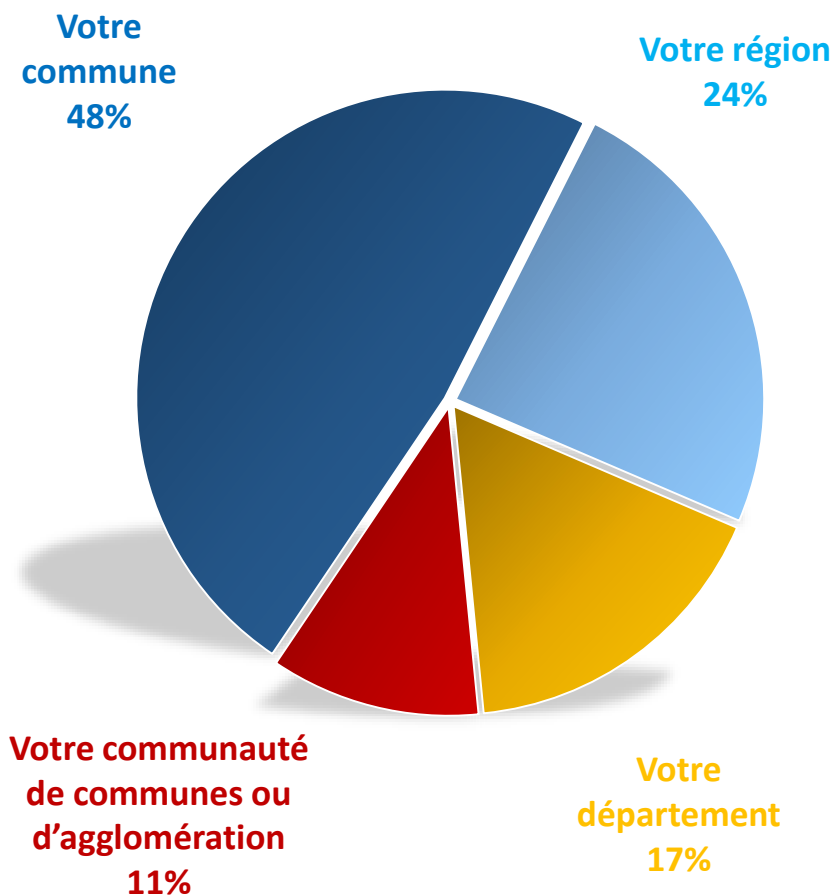
Proximité politique



FDG PS MoDem UMP FN

L'attachement à une collectivité locale

Question : Vous personnellement, à quelle collectivité locale êtes-vous le plus attaché ?



Réponses « Votre commune »

Catégorie d'agglomération



Communes rurales Communes urbaines de province Agglo. parisienne

Proximité politique



FDG PS MoDem UMP FN

Réponses « Votre région »

Catégorie d'agglomération



Communes rurales Communes urbaines de province Agglo. parisienne

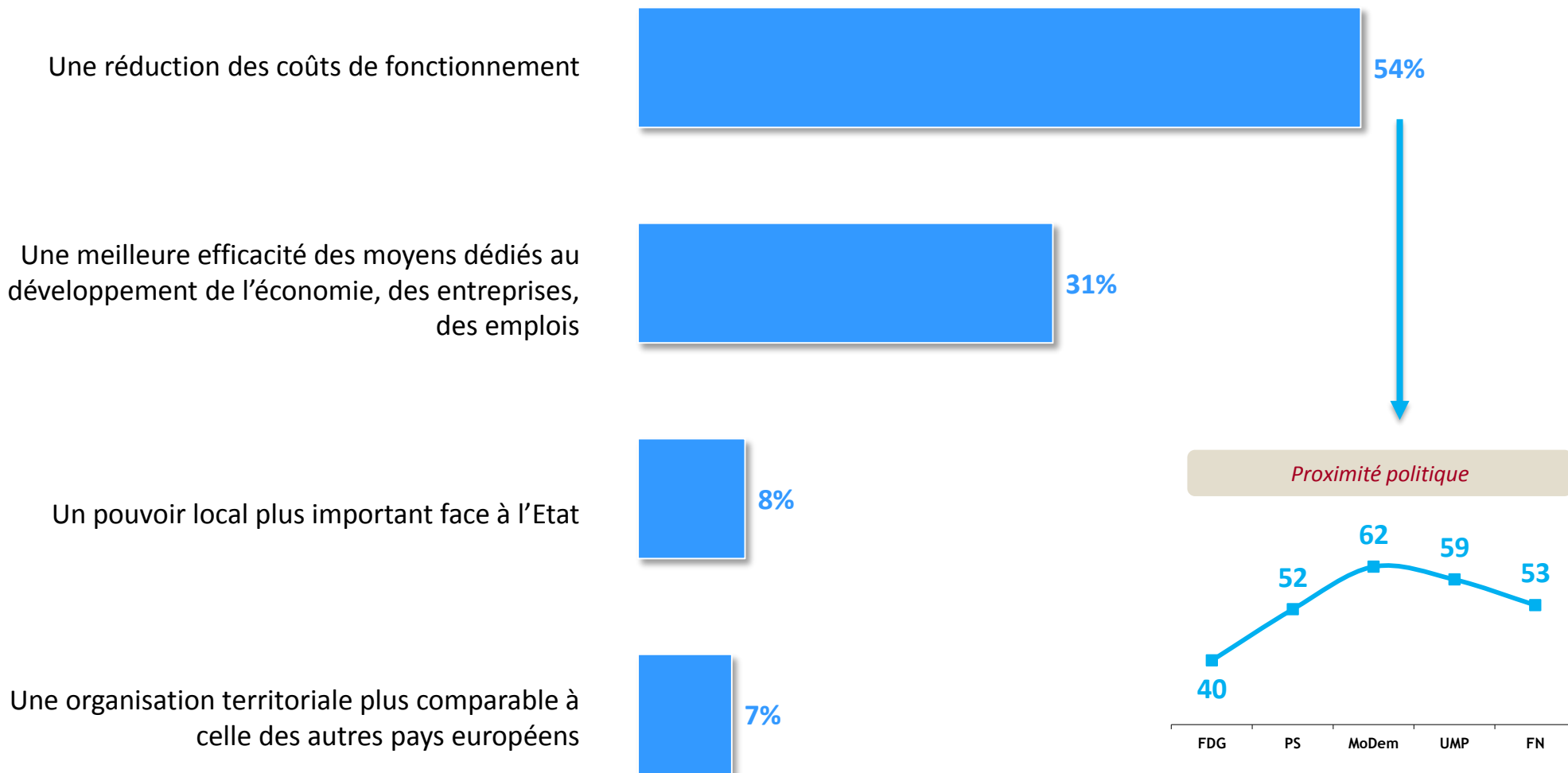
Proximité politique



FDG PS MoDem UMP FN

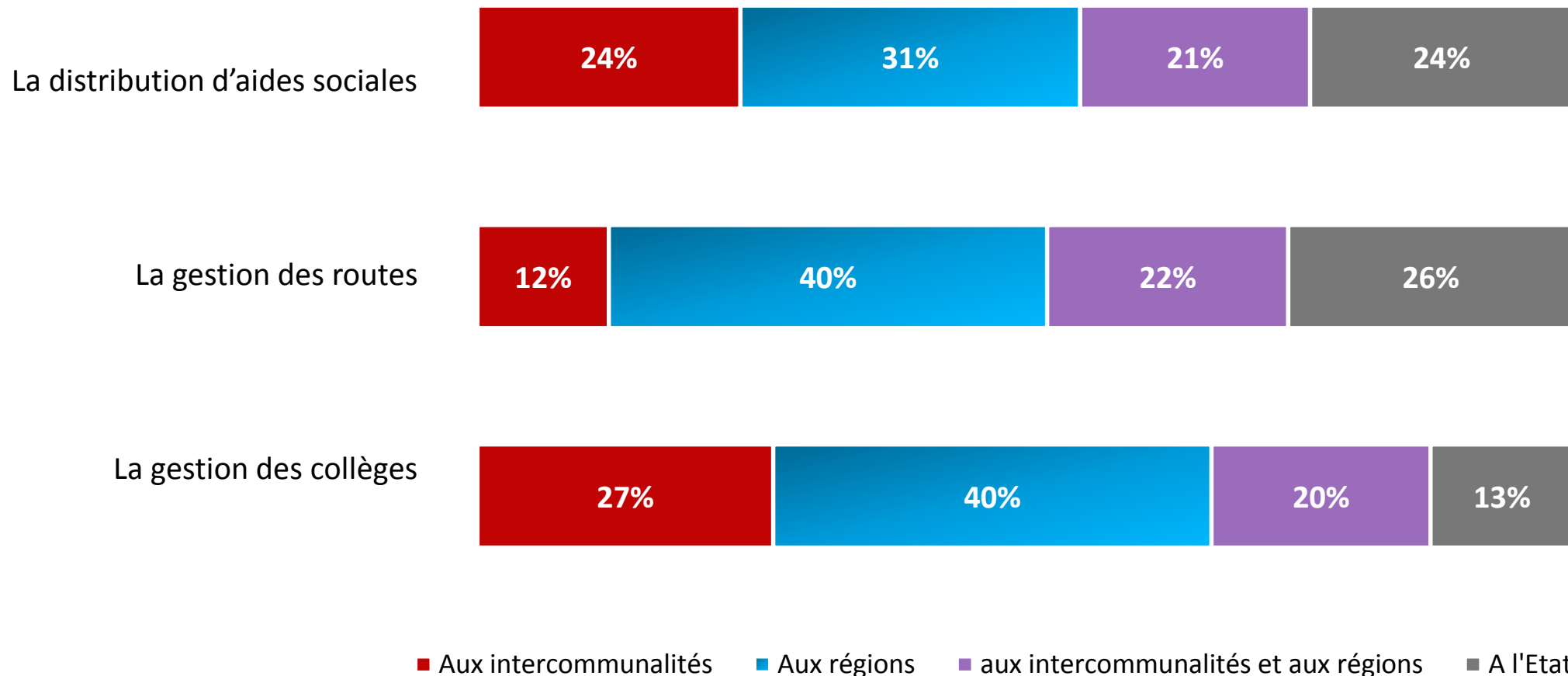
Les objectifs prioritaires de la fusion de régions

Question : Selon vous, parmi les objectifs suivants, quel est celui que la fusion de régions annoncée par le gouvernement doit viser en priorité ?



L'échelon privilégié pour le transfert de compétences départementales

Question : Pour chaque domaine d'action suivant, aujourd'hui de la responsabilité des départements, à quel échelon faut-il le transférer si l'on supprime les départements ?



Alors que le gouvernement a multiplié les annonces concernant la réforme des collectivités territoriales, Acteurs Publics a souhaité mesurer l'opinion des Français sur les évolutions envisagées et sur leurs attentes en la matière. La première, assez massivement exprimée, est celle d'un référendum. En effet, 58% des personnes interrogées estiment nécessaire qu'une consultation populaire soit organisée quant aux projets de fusion des collectivités locales. C'est surtout dans les communes rurales que l'on pousse le plus cette option (63% contre 58% dans les agglomérations de province et 52% en région parisienne). Le souhait de référendum est par ailleurs très élevé parmi les électeurs FN (74%), UMP (61%) ou Front de Gauche (58%), mais beaucoup plus faible chez les sympathisants socialistes (42%).

Cette volonté de participer à la décision concernant la réforme des collectivités s'inscrit dans un contexte de faible attachement aux deux principaux niveaux concernés, région et département. En effet, seuls 24% des interviewés considèrent qu'ils sont le plus attachés à leur région, et 17% à leur département, 48% préférant évoquer leur commune (et d'une manière subsidiaire 11% mentionnent leur communauté de communes ou d'agglomération). Les réponses sont relativement homogènes au sein de la population, la commune s'avérant toutefois légèrement plus citée au sein de l'agglomération parisienne (53%), et moins dans les zones rurales (47%).

En ce qui concerne plus précisément l'intention du gouvernement de procéder à des fusions de régions, elle doit selon les Français avoir comme premier objectif de réduire les coûts de fonctionnement. En effet, une personne sur deux (54%) évoque cette priorité, loin devant la plus grande efficacité des moyens dédiés au développement de l'économie, des entreprises et de l'emploi (31%) et surtout le renforcement du pouvoir local face à l'Etat (8%) ou encore la mise en place d'une organisation territoriale plus comparable à celle des pays européens (7%). On constate donc que les objectifs assignés par les Français à la réforme territoriale visent surtout, dans un contexte de crise et de réduction de la dépense publique, la participation des collectivités locales à l'effort national de discipline budgétaire ainsi que leur meilleure contribution au développement économique, alors que les intentions plus politiques de la réforme, consistant en un approfondissement de la décentralisation, apparaissent secondaires. Il est d'ailleurs frappant de relever que l'objectif de diminution des coûts de fonctionnement arrive en première position, quelle que soit la préférence politique de l'interviewé.

Les principaux enseignements (2/2)

Enfin, en cas de suppression du département, l'échelon auquel il faudrait transférer les compétences qui sont aujourd'hui celles du Conseil général n'apparaît pas déterminé de manière évidente par les Français interrogés. S'agissant des aides sociales, une courte majorité relative se dégage pour les confier aux régions (31%), le reste de l'échantillon se divisant en parts quasiment égales entre les intercommunalités (24%), l'Etat (24%) ou la coresponsabilité intercommunalités et régions (21%). Pour ce qui est des routes, les choses paraissent un peu plus claires : 40% mentionnent les régions, 12% seulement les intercommunalités, 26% l'Etat et 22% à la fois les régions et les intercommunalités. Enfin, les collèges devraient être placés sous la tutelle des régions pour 40% des interviewés, des intercommunalités pour 27%, des régions et des intercommunalités pour 20%, l'Etat n'étant que marginalement cité (13%).

Damien Philippot

Directeur des études politiques au Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop